Entretien...

« Pour plusieurs régimes du Moyen-Orient, *la Chine est un exemple de modernisation autoritaire à suivre* »


© DR

Entretien

avec Jean-Pierre Cabestan...

Sinologue, directeur de recherche émérite au CNRS (Insitut de recherche français sur l'Asie de l'Est), chercheur à Asia Centre ; son dernier ouvrage s'intitule La politique internationale de la Chine *(Presses de Sciences Po, 2022)*

Géographiquement parlant, à quoi correspond le « Moyen-Orient » pour la République populaire de Chine ? Existe-t-il un mot spécifique en mandarin pour cette région ?

Pour la Chine, le Moyen-Orient, c'est le Levant et la péninsule Arabique, la Turquie, l'Irak et l'Iran. L'expression « *Zhongdong* », en mandarin, recouvre cette réalité. Cela étant, Pékin ne s'interdit pas d'inclure l'Égypte et parfois les autres pays d'Afrique du Nord membres de la Ligue arabe. Mais, d'un autre côté, l'Afrique est appréhendée dans son ensemble, notamment à travers le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), qui, depuis 2000, se réunit tous les trois ans, alternativement en Chine et en Afrique, et qui rassemble une cinquantaine de pays. L'Eswatini, qui a des relations diplomatiques officielles avec Taïwan, en reste exclu.

Historiquement, quels sont les fondements des liens entre Pékin et les différents États de l'espace arabo-islamique ?

D'abord, la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance, puis le rapprochement entre certains pays du Moyen-Orient et l'Union soviétique dans les années 1950. Les premiers États du Moyen-Orient à avoir établi des relations avec la Chine sont l'Égypte de Gamal Abdel Nasser (1954-1970) et la Syrie en 1956, à la suite de la conférence dite des « non-alignés » de Bandung (Indonésie) en avril 1955, puis l'Irak à la suite de la révolution de 1958.

La Chine normalisa aussi ses relations avec le Yémen du Nord en 1958 et la République démocratique populaire du Yémen (1967-1990) en 1968, juste après son indépendance de l'Empire britannique. Mais le reste de la région était dans l'ensemble pro-américain, et il fallut attendre le rapprochement entre Pékin et Washington au début des années 1970 pour que les choses bougent : en 1971, la Chine populaire établit des relations diplomatiques avec l'Iran, le Koweït, le Liban et la Turquie ; en 1977, elle faisait de même avec la Jordanie, puis en 1978 avec la Libye et Oman. Cependant, pour les autres pays de la péninsule Arabique, il lui faudra patienter plus longtemps : 1984 pour les Émirats arabes unis, 1988 pour le Qatar, 1989



Le président chinois, Xi Jinping, participe à un sommet avec les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe, à Riyad (Arabie saoudite), le 9 décembre 2022.

© AFP/SPA

pour Bahreïn et 1990 pour l'Arabie saoudite. Enfin, le soutien de la Chine à la cause palestinienne lui a interdit jusqu'en 1992 toute normalisation avec Israël.

À quand le réveil de l'intérêt actuel de la Chine pour le Moyen-Orient remonte-t-il ?

■■■ La Chine a toujours eu un intérêt pour le Moyen-Orient, ne serait-ce au départ que pour marginaliser Taïwan, qui est parvenu à maintenir d'étroites relations avec les pays de la péninsule Arabique jusqu'à la fin des années 1980. En outre, la Chine fournissait des armes à la fois à l'Irak et à l'Iran au cours de la longue guerre qui a opposé ces deux pays entre 1980 et 1988. Mais le principal facteur de décollage des relations remonte au début de la décennie 1990, quand la République populaire est devenue un importateur net de pétrole. Cet intérêt s'est renforcé à compter des années 2000, à la faveur de l'émergence d'une Chine entrepreneuriale, qui demande à ses entreprises de sortir des frontières nationales et de s'internationaliser à travers la construction d'infrastructures à l'étranger, et d'une Chine mercantiliste, qui commence à inonder les pays en développement de ses produits manufacturés bon marché. Il est indéniable que le lancement des nouvelles routes de la soie par le président Xi Jinping (depuis 2013) a accéléré le mouvement. La Chine est l'un des principaux partenaires commerciaux de l'ensemble du Moyen-Orient, y compris d'Israël, avec lequel elle a développé une coopération autour des hautes technologies qui n'est pas sans inquiéter les États-Unis.

La visite de Xi Jinping en Arabie saoudite, en décembre 2022, a été remarquée. Qu'est-ce que ce déplacement dit, d'une part, sur la relation entre Pékin et Riyad et, d'autre part, sur la place de la Chine au Moyen-Orient ?

■■■ Il indique que la Chine a plus besoin de l'Arabie saoudite que les Américains, notamment pour ce qui concerne ses importations de pétrole. Pour tenter de rééquilibrer des échanges forcément déficitaires, Pékin encourage ses entreprises à s'implanter dans le royaume et à gagner des appels d'offres dans le secteur des infrastructures : ainsi, la China Railway Construction Corporation (CRCC) a remporté une

partie du contrat de la ligne à grande vitesse entre La Mecque et Médine (450 kilomètres), entrée en service en 2018.
Cette visite marque aussi une inflexion de la politique chinoise en faveur de l'Arabie saoudite et des monarchies du Golfe au détriment de l'Iran. En effet, Xi Jinping a pour la première fois approuvé une déclaration du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui critiquait le soutien de Téhéran à des mouvements terroristes et son programme nucléaire, et qui, en outre, incluait une référence au conflit territorial autour de trois îles (Abou Moussa, Grande et Petite Tonb) que la République islamique occupe, mais qui sont revendiquées par les Émirats arabes unis. Ainsi, Pékin sortait pour la première fois de sa neutralité légendaire sur ces questions, ce qui lui a attiré des reproches, au demeurant mesurés, de Téhéran.

Équilibriste, la Chine ne s'ingère pas dans les différends de puissance régionaux, comme entre l'Arabie saoudite et l'Iran,

Pékin entretenant de bonnes relations avec Téhéran. Comment l'expliquez-vous ?

Dans l'ensemble, ce jeu d'équilibrisme a réussi à la Chine, en tout cas jusqu'aux récents développements évoqués plus haut. En outre, depuis 2014, et plus encore 2018, elle fournit à l'Arabie saoudite des missiles de portée intermédiaire (« Dong Feng-3 », d'une capacité de 3 000 kilomètres environ), ainsi que la technologie nécessaire pour les fabriquer. Destinés à aider Riyad à combattre les houthistes au Yémen, ces projectiles contribuent aussi à modifier l'équilibre des forces dans la région, en particulier face à l'Iran, pays auquel la Chine vend également des missiles…
La question est de savoir quelle est la marge de manœuvre de Téhéran. En bon réaliste, la Chine tire parti à la fois de l'isolement international de l'Iran et de l'asymétrie de la relation qu'elle entretient avec ce pays. Autrement dit, les options qui s'offrent à Téhéran sont limitées : son intérêt est de rester en bons termes avec Pékin ; sa dépendance à l'économie chinoise est trop forte,



ohamed ben
an accueille
nping durant
site officielle
hie saoudite,
à Riyad, le
embre 2022.

sur le plan des échanges commerciaux, mais également en matière de projets d'infrastructures et de financements extérieurs. Du côté chinois, il y a aussi un intérêt évident à maintenir de bonnes relations avec l'Iran, de battre en brèche l'isolement que les Occidentaux lui imposent, de jouer un rôle de modérateur dans la négociation nucléaire, et donc de garder ses distances en particulier avec Israël et les États-Unis sur cette question.
L'influence économique croissante de la Chine et son inclination à entretenir d'étroites relations avec tous les régimes forts et à ne pas se soucier de leurs problèmes intérieurs, lui permettent de continuer de rester en bons termes avec l'ensemble de la région. C'est ainsi qu'elle a pu favorisé le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite en mars 2023.

Tant les anciennes puissances coloniales européennes (France, Royaume-Uni) que les États-Unis tendent à se désengager de la région. Comment la Chine analyse-t-elle ce retrait et comment pense-t-elle « combler le vide » ?

La Chine estime que ce retrait ne sera jamais complet. Elle sait qu'en réalité, les relations de sécurité entre nombre de pays du Moyen-Orient et les États-Unis, mais aussi la France et le Royaume-Uni, ont de fortes chances de rester denses, notamment en termes de ventes d'armements et de coopération militaire. Elle joue donc d'abord sur le terrain économique.
Là où le gouvernement chinois a obtenu un certain succès, c'est dans sa relation avec la Ligue arabe, qu'elle cultive activement, et sa capacité à rallier la majorité des pays arabes et musulmans à sa vision des Droits de l'homme, y compris en ce qui concerne la répression des Ouïghours (peuple musulman turcophone) dans la Région autonome du Xinjiang. Cette relation avec la Ligue arabe remonte à 2004, date de l'établissement, lors d'une visite du président Hu Jintao (2003-2013) au Caire, du Forum sur la coopération sino-arabe (CASCF). Ce dernier organise des réunions ministérielles tous les deux ans alternativement au Moyen-Orient et en Chine. En outre, en décembre 2022, Xi Jinping a inauguré à Riyad le premier sommet Chine-États arabes, beaucoup plus ambitieux, car destiné à renforcer le partenariat non seulement économique, mais aussi politique, culturel et sécuritaire. La République populaire entend utiliser cette relation et ce forum pour approfondir le « dialogue entre civilisations » tel qu'elle le conçoit, c'est-à-dire sans se soucier de la nature du régime politique ni de la situation des Droits de l'homme, mais en mettant en avant la « coopération contre le terrorisme », les échanges d'expérience dans le domaine de la gouvernance et ce qu'elle appelle les « valeurs communes de l'humanité en matière de paix, de justice, de démocratie et de liberté ».
Sur la question des Ouïghours, seule la Turquie, en raison de sa parenté culturelle avec ce peuple et de la présence d'une diaspora ouïghoure sur son territoire, fait exception. Mais là aussi, Pékin a marqué des points tant Ankara est devenu prudent depuis le début de la présidence de Recep Tayyip Erdogan en 2014, laissant la société turque protester, mais n'émettant que des critiques modérées sur la reprise en main de la Région autonome ouïghoure de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang par le Parti communiste chinois (PCC).
La Chine profite de tout conflit ou différend entre les pays de la région et l'Occident pour avancer ses pions. C'est le cas en particulier de la Syrie, où les entreprises chinoises, avec l'aide de financements de banques d'État chinoises, participent à la reconstruction du pays de Bachar al-Assad (depuis 2000). Elle profite aussi du supplément de sécurité fourni par les États-Unis : en Irak, les entreprises pétrolières chinoises ont rapidement repris pied après l'invasion américaine en 2003 à laquelle elle était officiellement opposée. La China National Petroleum Corporation (CNPC) fut, en 2008, la première compagnie pétrolière étrangère à signer un contrat de production avec le gouvernement de Bagdad. À noter que l'Irak faisait partie des pays (avec, pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iran, le Koweït, Oman, la Syrie, le Yémen et l'État de Palestine) qui, en 2019, ont signé une lettre adressée au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies défendant la politique des autorités chinoises dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang. Un an plus tard, avec une cinquantaine d'autres États (les mêmes plus le Liban et le Maroc, moins l'Algérie et les Palestiniens), l'Irak soutenait également à l'ONU la loi de sécurité nationale imposée par Pékin à Hong Kong.

Comment le Maghreb s'intègre-t-il dans la stratégie globale de la Chine en Afrique ?

Il constitue une partie intégrante et importante de la politique africaine de la Chine, car l'Algérie, le Maroc et la Tunisie appartiennent à l'Union africaine (UA) et donc, à ce titre, participent au FOCAC. Mais, outre les relations bilatérales étroites et fertiles qu'elle entretient avec ces trois pays, la République populaire a développé un partenariat spécifique, le CASCF, avec la Ligue arabe, dont ces États sont aussi membres. De plus, en décembre 2022, ils étaient représentés au sommet organisé à Riyad en présence de Xi Jinping.
Avec l'Algérie, en particulier avec le Front de libération nationale (FLN), la Chine et le PCC ont une relation qui remonte à 1958, c'est-à-dire quatre ans avant l'indépendance, en pleine guerre contre la France (1954-1962). Sa complicité politique avec les élites du FLN, en dépit de leur longue proximité avec l'Union soviétique avec laquelle Mao Zedong (1893-1976) était en conflit dès 1959, est restée étroite et s'est renforcée depuis le début des réformes des années 1980, et surtout la décennie 1990 avec le retour de la Chine en Afrique. Les entreprises chinoises ont beaucoup construit dans ce pays, de l'autoroute est-ouest le long de la côte à la Grande Mosquée d'Alger, ouverte avec beaucoup de retard en octobre 2022. Elles ont aussi bâti à l'aide de larges contingents d'ouvriers chinois (près de 100 000 en 2016, mais seulement 18 000 en 2020) des villes entières et investi dans plusieurs projets miniers (du fer

© AFP/Bandar al-Jaloud



Boulevard World
ne de Riyad réunit
les cultures d'une
aine de pays, dont
ce Chinatown, ici
décembre 2022.

© Xinhua/Sui Xiankai

près de la frontière mauritanienne à Gara Djebilet ; du phosphate et des engrais à Bled al-Hadba, proche de la Tunisie). Mais, tant avec Rabat, dont le dynamisme économique l'attire, qu'avec Tunis, Pékin a développé une coopération qui accroît leur dépendance à son endroit et donc contribue à distendre leurs liens traditionnels avec la France. Dans ces conditions, il est devenu difficile au Maghreb de s'aligner sur la politique de l'Union européenne (UE) en direction de la Méditerranée.

Dans les régions où elle investit, la Chine envoie ses propres travailleurs. Comment cette population chinoise est-elle perçue par les locaux ? Comment vit-elle si loin de son pays ?

■■■ C'est un problème récurrent. Les projets d'infrastructures chinois dans les pays du Sud sont construits par des entreprises chinoises à l'aide de financements chinois (ExIm Bank, Banque de développement de Chine) et par des ouvriers chinois. Pour autant, leur nombre en Afrique a diminué ces dernières années, passant de 263 000 en 2015 à 104 000 en 2020. Si la pandémie de Covid-19 et le ralentissement des projets dû à un endettement devenu préoccupant de nombre de pays en développement ont joué un rôle, la demande de formation de la main-d'œuvre locale et aussi le coût croissant des ouvriers et techniciens chinois expliquent cette baisse.

Les travailleurs chinois se rendent en général au Moyen-Orient ou en Afrique pour une période relativement limitée, le temps du chantier (deux ans en moyenne). Ils habitent dans des « bases » protégées et séparées de la société locale. Ils ont peu d'interactions avec celle-ci du fait de la barrière de la langue, mais aussi de l'organisation de leur installation et de leur vie quotidienne. Leur image n'est donc pas forcément toujours bonne. L'objectif de ces ouvriers, techniciens et ingénieurs expatriés est de travailler sans prendre ni vacances ni week-end afin d'économiser assez pour commencer une affaire en Chine ou acheter un appartement et se marier. La plupart ne restent pas. Seule une minorité fait souche, en particulier dans les pays où il est plus facile d'accéder à la propriété des terres, comme en Zambie.

Si la République populaire est un acteur commercial important pour de nombreux pays arabes, quel rôle diplomatique peut-elle jouer ? A-t-elle une voix qui compte dans les conflits de la région, y compris celui dans les Territoires palestiniens ?

■■■ Outre les forums et sommets évoqués, la Chine s'aventure parfois sur le terrain politique, notamment autour de la question palestinienne. Mais ses propositions, par exemple, relatives à la création de deux États – Israël et la Palestine – ne

sont ni originales ni vraiment réalistes. Pékin est prudent, ne voulant pas mettre à mal sa coopération étroite avec Tel-Aviv. Sur d'autres sujets comme la guerre civile en Syrie, la Chine s'est alignée sur la Russie. Avec l'ensemble de la région, son objectif est de renforcer à la fois sur le plan bilatéral et sur le plan multilatéral une forme de solidarité non occidentale et si possible anti-occidentale qui sert ses intérêts globaux.
Enfin, restant sur un terrain neutre, depuis les années 1990, la Chine participe aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, notamment au Sud-Liban. Mais l'ouverture, en 2017, de sa première base navale à l'étranger à Djibouti, au croisement du Moyen-Orient et de l'Afrique, met en lumière le plus grand rôle en matière de sécurité qu'elle veut jouer dans la zone.



© Xinhua/Adel Ezzine

La prudence politique de la Chine au Moyen-Orient n'est-elle pas un frein à la réalisation des nouvelles routes de la soie et à l'expansionnisme chinois ?

Pas vraiment. D'une part, parce que la Chine a mis en place un réel activisme diplomatique au Moyen-Orient qui fait dire à certains experts, y compris chinois, que cette région a supplanté l'Afrique en importance dans la diplomatie de Pékin. On le voit avec l'accord saoudo-iranien du 10 mars 2023. De fait, sa dépendance énergétique du Moyen-Orient est autrement plus forte qu'à l'égard de l'Afrique. D'autre part, afin notamment de rééquilibrer ses achats en pétrole et en gaz naturel, la Chine a inclus le Moyen-Orient dans ses projets de nouvelles routes de la soie. On peut l'observer partout de l'Arabie saoudite à l'Iran, de l'Égypte à la Turquie en passant par la Syrie, du Maroc à la Libye, où elle a peu à peu repris pied après la chute de Mouammar Kadhafi (1969-2011) en 2011 et le départ précipité de 36 000 Chinois de ce pays.
Cela étant, les nouvelles routes de la soie ont tendance à s'essouffler depuis 2018 en raison du problème de la dette d'un nombre croissant de pays en développement, mais aussi du ralentissement de la croissance en Chine et d'une disponibilité moins nette de moyens de financement.

Quelle image Xi Jinping, et plus largement le régime politique chinois, renvoie-t-il auprès des dirigeants forts du Moyen-Orient ?

L'image de Xi Jinping au Moyen-Orient n'est pas très originale : elle est celle d'un homme fort qui a concentré beaucoup de pouvoir entre ses mains pour faire de la Chine une grande puissance capable de rivaliser avec les États-Unis. La République populaire est perçue sur le plan économique, un peu comme la Russie en matière de sécurité, telle une alternative, un contrepoids à la longue domination de l'Occident et en particulier des Américains.

À gauche, des vaccins chinois contre la Covid-19 arrivent à Tunis en février 2022. Ci-dessous, des étudiants passent un test d'évaluation de chinois, à Bagdad, le 14 janvier 2023



© Xinhua/Khalil Dawood

La question est de savoir si la Chine peut apparaître comme un modèle à la fois de développement et de gouvernance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ce que l'on peut dire, c'est que pour les élites en place dans certains pays de la région – l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi, la Syrie de Bachar al-Assad, l'Algérie du FLN ou l'Arabie saoudite de Mohamed ben Salman et même la Turquie de Recep Tayyip Erdogan –, la République populaire est un exemple de modernisation autoritaire à suivre ; de manifestes convergences existent entre ces régimes et la Chine, notamment le culte de l'« homme providentiel ». Pour autant, aucun d'entre eux ne va imiter le PCC, dont l'idéologie antireligieuse prône l'athéisme, le programme économique est trop statocentré et le discours diplomatique trop anti-occidental. Il y a donc des limites évidentes aux convergences d'intérêt et de valeurs entre le Moyen-Orient, et plus largement le monde arabo-musulman, et la Chine. ■

Entretien réalisé par
Guillaume Fourmont (mars 2023)

KURDES DE FRANCE : UN MILITANTISME SOUS SURVEILLANCE

Magazine trimestriel • Numéro 58 Avril-Juin 2023 • 10,95 €

MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

CHINE
PUISSANCE DU MOYEN-ORIENT ?



Pékin et le monarchies du Golf

Travailleurs chinoi au Maroc et en Algéri

L'exil ouïghou à Istanbu

ENTRETIEN AVEC RIMA HASSAN MOBARAK
Les réfugiés au Moyen-Orient

WWW.AREION24.NEWS
L 17571 - 58 - F: 10,95 € - RD